

M. Lewis: Combien employez-vous d'Indiens grâce à vos programmes de développement dans le Nord?

M. Nielsen: Quelques-uns seulement. Ce n'est pas à mon endroit que le chef du Nouveau parti démocratique devrait faire ces insinuations. Ce sont mes vis-à-vis qui sont responsables des conditions dans lesquelles ces gens peuvent travailler. Ce sont eux qui ont échoué.

• (9.30 p.m.)

M. Lewis: Vous ne mettez le Nord en valeur que pour en faire profiter le Sud.

M. Nielsen: Je n'ai pas une conception aussi étroite de l'expansion économique nationale. Je viens d'une partie du pays où la population est relativement faible. En fait, mon collègue des Territoires du Nord-Ouest (M. Orange) et moi représentons, à nous deux, une région qui équivaut à 40 p. 100 de la superficie totale du Canada. Cette région a beaucoup à apporter au pays, mais elle ne sera pas en mesure de le faire si l'on gèle ses ressources. Dans le Nord ou ailleurs, il ne peut y avoir d'expansion sans investissements étrangers.

M. Lewis: Balivernes!

M. Nielsen: Le chef du Nouveau parti démocratique dit que je raconte des balivernes. Je peux lui assurer que s'il expose cette politique dans le Nord, son parti ferait aussi bien de ne pas y présenter de candidat, parce qu'il n'a pas la moindre chance de l'emporter. Je partage l'avis du député lorsqu'il dit que le gouvernement doit faire preuve de plus d'initiative dans la recherche et le développement. Mais il y a une chose qu'il n'a pas précisée, notamment que le secteur privé consacre huit fois plus de capitaux à la recherche et au développement que le gouvernement. Donc le gouvernement est bien à la traîne dans ce domaine.

Une voix: Expliquez-vous.

M. Nielsen: Si le député s'était préparé convenablement, il n'aurait pas besoin d'explications. L'auteur de la motion prétend qu'il est du devoir de la Corporation de développement du Canada d'étendre et de faire progresser le secteur public de notre économie. Ce qui revient à dire que la CDC sera utilisée pour nationaliser tout le développement au Canada.

M. Skoberg: Pourquoi ne lisez-vous pas le discours?

M. Nielsen: Le hansard n'a pas encore paru. Mais je le lirai demain. Le second député NPD à prendre la parole a dit qu'à l'heure actuelle, ce qu'il nous faut c'est une économie mixte. Il a ajouté cette réserve. En réalité, voici ce qu'il disait: l'entreprise privée convient bien pour le moment, mais si par un concours de circonstances quelconque nous nous trouvons au pouvoir, on l'éliminera rapidement jusqu'à réaliser l'État socialiste pur et absolu. Quelle hypocrisie! Quel chevauchement des deux côtés de la barrière.

Ils ne peuvent gagner sur les deux tableaux. Ils ne peuvent pas se prononcer en faveur de l'entreprise privée tout en nous disant qu'ils veulent la nationaliser. Ils montent sur l'estrade et proclament aux cultivateurs, aux contestataires et à tous les petits: Nous sommes entièrement dévoués à vos intérêts, nous ferons une nouvelle répartition des biens du pays et vous serez riches. Mais ils ne recherchent que le pouvoir. Tout ce qu'ils veulent, en réalité, c'est leur réélection, pour dire la vérité. J'ai laissé

à mon leader le soin d'exposer la politique de notre parti et à mon avis il en a fait un exposé complet et approprié.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: Considérez les dix points que le chef du NPD a énumérés dans sa motion. Il prétend que le gouvernement devrait établir un organisme gouvernemental chargé du commerce d'exportation. En d'autres mots, une nouvelle régie. C'est comme le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien) qui a présenté un nouveau projet sur les mines des Territoires du Nord-Ouest; il voulait être en mesure de déterminer quand des minéraux pourront être exportés et en quelle quantité. Une nouvelle régie, un nouvel empiètement de l'État.

Les députés à ma gauche affirment qu'ils veulent établir des normes de planification et d'exploitation pour nos ressources. Des normes établies par qui? Par le gouvernement. De nouveaux bureaucrates, une nouvelle réglementation. Si nous les écoutons, nous toucherions tous un chèque du gouvernement, nous serions tous au service de l'État. On nous dirait quand et comment travailler, quand nous coucher, quand respirer et dormir. Mais ce n'est pas l'idée que je me fais de l'entreprise au Canada. Il est temps que nous revenions au bon vieux canadianisme pure laine, à la libre entreprise canadienne, à l'initiative et à la stimulation canadienne. Nous y parviendrons pas si nous appliquons les principes mal conçus qui émanent de ma gauche ni si nous sommes dirigés par un gouvernement qui s'est résolument engagé dans la voie du socialisme. Nous n'y parviendrons que si nous encourageons l'initiative.

L'auteur de la motion voudrait voir augmenter les investissements publics dans les industries extractives. Qu'est-ce que cela signifie sinon la nationalisation? Que quelqu'un, là-bas, me dise si je me trompe. L'augmentation des investissements publics dans les industries extractives ne signifie qu'une chose: le contrôle de ces industries par l'État. Le député critique les concessions fiscales qui ont été accordées à l'industrie minière, la deuxième industrie du pays. Quel mal y a-t-il à accorder des concessions qui stimuleront le progrès et augmenteront les investissements dans le pays? Le député est en faveur de la planification des fermetures d'usines et du contrôle des décisions prises par les directions. Il parle de mythes. Que le Canada ait besoin d'investissements étrangers est, à son avis, un mythe. Il dit que les hommes d'affaires ne croient pas posséder les talents d'entrepreneurs qui ont fait de ce pays ce qu'il est. Je ne les ai pas entendus dire cela. Il est évident qu'ils ont ces talents, mais ils les perdront rapidement si le gouvernement persiste dans la voie qu'il a choisie et continue à adopter le genre de mesures qui enrayeront la croissance du pays, des mesures qui étouffent et qui étranglent.

Il dit qu'il faut coopérer avec les provinces. Je vous crois qu'il faut coopérer avec les provinces.

M. le vice-président (M. Laniel): A l'ordre. Je regrette beaucoup de devoir interrompre le député mais son temps de parole est écoulé.

Des voix: Bravo!

M. Steven Otto (secrétaire parlementaire du ministre des Approvisionnement et Services): Monsieur l'Orateur, il nous reste environ trois minutes avant que le timbre sonne et j'aimerais voir si, pendant ce temps, je peux obtenir de la Chambre qu'elle affronte le vrai problème.